



Le Bulletin de StreetNet No. 8 Septembre 2006

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001, Afrique du Sud. e-mail stnet@iafrica.com
website: www.streetnet.org.za

Dans ce numéro:

- Politique urbaine: Planification inclusive des pauvres citadins ...page 1
- Quatre nouveaux affiliés pour StreetNet ...page 5
- StreetNet et MUFIS dénoncent l'utilisation de force contre les vendeurs ...page 6
- Bangladesh: Atelier sur la Politique Nationale des Vendeurs de rue ...page 8
- SEWA rejoint ICFTU ...page 9
- KENASVIT officiellement lancé au Kenya ...page 11
- Les vendeurs de rue du Corée se réunissent pour le 19^e rassemblement annuel ...page 13
- Jour des martyrs des vendeurs nationaux: Appels de NASVI pour l'application de la loi ...page 14
- Uruguay: Les vendeurs de rue tiennent une consultation sur la sécurité sociale ...page 15
- Guinée: Vendeurs au marché déplacés par la construction de la route ...page 15

Politique urbaine: Planification inclusive des pauvres urbains

Les représentants de l'Organisation Internationale des Travailleurs de l'Économie Informelle, vendeurs de rue, travailleurs à domicile, ramasseurs d'ordures et travailleurs immigrants se sont rencontrés à Durban pour partager l'estrade avec les planificateurs urbains et les chercheurs afin de discuter l'inclusion des travailleurs de l'économie informelle dans la planification globale des cités. Les deux jours de colloque sur la politique urbaine "Ville de niveau Mondial et l'Économie Informelle urbaine: Planification Inclusive pour les Pauvres Travailleurs", s'est tenue du 24 au 25 Avril

2006, a été organisé conjointement par Streetnet, WIEGO (Women in Informal Employment: Organising and Globalising) et l'école des Études du Développement à l'Université de KwaZulu-Natal.

Le colloque a coïncidé avec la 4ème Assemblée Générale de WIEGO. 150 personnes venant de plus de 40 pays ont participé au colloque et ont cherché une réponse à la question suivante: “Quelles sont les intérêts conflictuels qui doivent être gérés en intégrant les entreprises et les travailleurs informels dans des cités dans le monde en voie de développement étant donné que les cités s’efforcent à atteindre le statut de ‘niveau mondial’?”

Le 24 Avril, les représentants de l'organisation internationale des travailleurs de l'économie informelle, travailleurs à domicile, les ramasseurs de déchets et les travailleurs immigrants ont offert les perspectives sur la planification urbaine, partageant l'estrade avec les planificateurs.

Le 25, la politique de dialogue de la réglementation des places publiques dans des cités était au centre. Les organisations des vendeurs de rue et les décideurs ont donné leurs différentes perspectives des problèmes administratives et allocation des espaces publics aux vendeurs informels.

Ela Bhatt, fondatrice de Self-Employed Women's Association (SEWA), a dit dans la session d'ouverture que la session a été organisée au bon moment puisque la moitié de la population des pays en voie de développement habitent les cités, et le taux de migration des milieux urbains aggrandit les régions urbaines. Les pauvres de la cité et les travailleurs de l'économie informelle étaient souvent traités comme bénéficiaires indignes de l'investissement structurel urbain. Elle a dit ironiquement que la recherche a établi qu'en fait les pauvres travailleurs ont une contribution considérable à la cité et la croissance économique nationale.

Caroline Skinner, Université de KwaZulu-Natal a dit que un des plus grands défis à la planification inclusive des pauvres travailleurs de la cité depuis mi-80 était de focaliser sur la classification des cités dans l'hierarchie globale sur le pouvoir de l'économie qu'elles commandent. La notion des cités globales éloigne les priorités loin de la population centre du développement. Ceci engendre la ségrégation spatiale croissante entre riche et pauvre et les règlements qui limitent les activités des pauvres habitants à domicile.

Marty Chen, Directrice Générale de WIEGO dans sa présentation sur “Urbanisation et l'Informalisation”, a dit que les cités globales ont généralement trois choix dans l'approche de l'économie informelle:

- Inclusion et développement;
- Règlement et contenu;
- Exclusion et marginalisation.

Dans les présentations qui ont suivi le premier jour les exemples étaient données sur les interventions et politiques qui pourraient améliorer les conditions mais aussi celles-ci qui ont échoué puis qu'elles n'ont pas pris en considération les besoins et les intérêts des travailleurs de l'économie informelle.

Les travailleurs à domicile discutent les problèmes

Sapna Joshi de HomeNet South Asia, qui représente le réseau de plusieurs millions des travailleurs à domicile au Népal, Pakistan, et Inde, a parlé des problèmes que les gens qui travaillent à partir de la place où ils habitent rencontrent. En Asie du Sud, il ya environ 50 million des travailleurs à domicile dont 80% ont des femmes. Les travailleurs à domicile ont besoin de l'entrepôt pour leurs matières premières et leurs produits finis. Beaucoup habitent dans des colonies misérables et puisque leurs toits ont fuite d'eau, ils perdent le revenu quand leurs biens sont endommagés pendant la saison pluvieuse. Beaucoup de problèmes en relation avec le manque d'infrastructure ont été soulevés, un des problèmes étant le coût très élevé de l'électricité et l'autre étant celui de l'insécurité de l'expulsion qui contribue à la peur de la perte de place de production. Renana Jhabvala (SEWA) a fait une présentation sur le programme d'amélioration des taudis de Parivartan à Ahmedabad, Inde, qui était un exemple du projet où le peuple de la colonie informelle est parvenu à entrer dans la politique dominante et la gouvernance aussi bien que recevoir de l'infrastructure à travers les partenaires publiques/privés. Soixante pourcent des occupants impliqués étaient les travailleurs à domicile. Comme résultat du projet, il y eu l'augmentation au niveau de la productivité des travailleurs à domicile étant donné qu'ils étaient capables de travailler pendant plusieurs heures, ils avaient baissé les dépenses sanitaires mensuelles et plus d'enfants allaient à l'école.

Organisation des ramasseurs de déchets

Laxmi Narayan de KKPK, organisation des ramasseurs de déchets à Pune en Inde a dit que les ramasseurs de déchets contribuent un rôle économique très important dans la cité et ont créé tout un nouveau réseau des travaux dans la chaîne de recyclage mais éprouvent des conditions de travail périlleuses et sales et pour un revenu très maigre. Les 5 000 des ramasseurs de déchets à Pune sauvent presque 150 tonnes de matériel recyclable par an; et par conséquent ont réduit le coût de la cité pour ce travail de US\$1,5 million par an. Ils avaient aussi à affronter la compétition des multinationaux que l'administration locale avait contracté pour ce travail. KKPK distribue les gants de sécurité et a négocié pour les services de santé gratuits pour les ramasseurs de déchets officiellement enregistrés.

Martin Medina, un chercheur a décrit comment les coopératives des ramasseurs de déchets ont été formées pour stopper la répression et changer les conditions périlleuses de travail au Brésil. La lutte pour la reconnaissance des droits de ramasseurs de déchets a eu lieu et a conduit à la formation de MNCR la plus grande organisation de ramasseurs de déchets du monde avec 500 coopératives et (60 000 membres) qui a lutté avec succès pour l'intégration de leur participation dans le programme administratif des ordures au niveau de l'administration locale à travers le partenariat public.

Richard Dobson, planificateur de Warwick Junction Development Project à Durban a dit qu'il y avait un rôle pour la cité d'intervenir positivement. A Durban, 30 tonnes de cartons sont collectées chaque jour en résultat de l'initiative qui a éliminé l'intermédiaire qui collectait seulement les cartons plus tard dans la nuit, ce qui rendait les collecteurs plus vulnérables. Dobson a dit que le centre de "buyback" (centre de re-acheter) a été développé pour stopper cette exploitation et par conséquent le revenu des collecteurs a doublé.

Gaby Bikombo, un réfugié vivant à Durban a parlé des obstacles créés par l'administration locale pour les travailleurs migrants qui tentent de gagner leur vie dans des voies honnêtes et leurs efforts sont bloqués par le ruban rouge et les pratiques de discrimination. Bikombo qui est barbier sur la rue a décrit comment l'association Siyagunda des barbiers a été formée pour s'attaquer à ces problèmes et à travers les négociations et les discussions avec l'administration locale; certains de ces problèmes auxquels ils sont confrontés en gagnant la vie; en guise d'exemple, le problème des permis aux réfugiés enregistrés a été résolu.

La marché noir sur l'espace public

Les présentations des vendeurs de rue sur le problème de la réglementation de l'espace public a montré que pendant que l'élaboration de la politique inclusive implique les vendeurs de rue en tant qu'acteurs est importante. Sans réalisation ces bénéfices ne sont pas sentis. L'échec d'administrer le système de permis et les marchés et des problèmes et les vulnérabilités, que ceci crée a été soulevé par Elvis Chisala, Président des Alliance of Zambia Informal Economy Associations (AZIEA) et Luciana Itikawa une chercheuse de l'Université de Sao Paulo.

Chisala a raconté la lutte continue avec les municipalités qui chargent les taxes élevées mais ne délivrent pas l'infrastructure ou les services. L'état maintient le droit d'administrer les marchés et les "tribunaux rapides" ont été établis pour prosécuter les vendeurs de rue qui sont arrêtés.

AZIEA a été impliquée dans des protestations contre les enlèvements injustes et l'augmentation arbitraire des taxes. AZIEA a aussi réussi en sensibilisant le gouvernement pour le dialogue et la réforme de la loi impatientement très souhaitée. Ceci conduit au processus de revue de la loi dans laquelle les vendeurs de rue et au marché sont représentés comme occupants mais il a dit qu'il y a un besoin de vigilance continue pour se rassurer que les droits fondamentaux des vendeurs de rue et au marché ne sont pas éclipsés par les affaires et l'administration locale.

Itikawa a peint une image de Sao Paulo dans laquelle les couches de l'informalité existent. Elle a révélé comment le règlement de la cité ne parvient pas à satisfaire aux besoins des vendeurs de rue et au marché, conduisant par ailleurs à la zone de crépuscule qui prospère dans la corruption et pôt-de-vin et la réglementation de "marchés noirs" de l'espace public.

Sa recherche a rencontré des cas des pôt-de-vin pris bloc par bloc au centre de la cité où 90 % de commerçants informels n'ont pas de permis officiels. Sa carte a montré qu'il y a 945 permis officiels délivrés dans la ville de Sao Paulo, où il y a en réalité 10 à 15 milles vendeurs de rue. Les vulnérabilités qui résultent d'un petit nombre artificiel des permis officiels signifient que l'endroit dans l'espace public coûte 10 fois plus que l'espace privé et est 30 fois plus que la licence annuelle payée à la municipalité.

Sur le côté politique, MEC pour l'administration locale, le logement et les affaires traditionnelles, KwaZulu-Natal, Afrique du Sud, Mike Mabuyakhulu a dit qu'il y avait un appel pour fermer le vide entre ce que l'on a souvent appelé première et deuxième

économie en Afrique du Sud et aussi ce qu'on a décrit comme économie formelle et informelle à travers la politique redistributive.

David Genegan parlant pour la Municipalité de Msunduzi (ville capitale de KwaZulu-Natal) a dit que la tâche de l'équipe de commerce informel qui inclut les vendeurs de rue rencontre plusieurs défis dans l'administration des espaces de commerce. Dans beaucoup des lieux, l'encombrement des vendeurs de rue pose un problème pour la circulation dans d'autres lieux, les pavements sont très étroits pour accepter la vente sur la rue. Les autres rues qui sont appropriées pour la vente sur la rue ne sont pas utilisées puisqu'il y a peu de piétons.

Genegan a dit que les stratégies de croissance économiques ont été établies. Les objectifs pour soutenir l'activité informelle et la génération de revenus; cependant les lois municipales et la politique nationale doivent être révisées. Il a dit que les interventions pour créer et construire les opportunités pour les vendeurs de rue et au marché par la cité impliquent l'investissement du capital (fourniture de rue et les marches au long de rue), partenaires publiques ou privés pour améliorer les lieux et l'éducation et le programme de formation.

Paul Williamson, a reporté sur la politique de l'économie informelle de la cité de Cape Town et la charpente administrative qu'on développe et il a dit que les anciennes lois municipales étaient redondantes.

Quatre nouveaux affiliés pour StreetNet

Le Conseil de StreetNet International a accepté l'affiliation de quatre nouvelles organisations à sa dernière réunion en Avril 2006.

La demande de deux organisations suivantes pour affiliation était acceptée et toutes les deux ont payé leur frais d'affiliation au StreetNet.

- SUDEMS (Syndicat Unique et Démocratique des Mareyeurs du Sénégal).
- CTCPC (Confederacion de Trabajadores por Cuenta Propia), Nicaragua.

La demande de deux organisations suivantes pour affiliation était aussi acceptée et commencera une fois que StreetNet aura reçu leur frais d'affiliation.

- KENASVIT - Kenyan National Alliance of Street Vendors and Informal Traders (Alliance Nationale des Vendeurs de rue et Commerçants Informels du Kenya).
- NUIEWO - National Union of Informal Economy Workers' Organisations (Union Nationale des Syndicats de l'économie Informelle), Uganda.

Ceci fait le nombre de 24 les affiliés de StreetNet dans 20 pays, représentant plus de 300.000 vendeurs de rue, vendeurs au marché informel et, colporteurs.

StreetNet et MUFIS dénoncent l'utilisation de force contre les vendeurs de rue Par Kashiwa Lameck

La coordinatrice de StreetNet, Pat Horn et le coordinateur assistant, Kashiwa Lameck ont payé une visite de 5 jour sur terrain au Malawi au début de Mai.

La raison primaire de cette visite était de participer aux deux jours de séminaire qui a eu lieu à Lilongwe le 3 et le 4 Mai. Le séminaire était organisé par IFWEA (International Federations of Workers Education Associations) avec l'objectif de produire un manuel pour organiser les travailleurs dans l'économie informelle dans le Sud-Est de l'Afrique. Les membres de cette région de l'Afrique ont participé à ce séminaire aussi bien que les structures informelles suivantes: Affiliés de StreetNet, AZIEA (Zambie), MUFIS (Malawi), ASSOTSI (Mozambique) et deux autres nouvelles organisations NUIEWO (Uganda) et KENASVIT (Kenya). Les centrales syndicales venant de plusieurs pays de la région, fédérations syndicales globales, l'OIT, bureau de Harare a aussi envoyé des représentants.

Une grande motivation pour la visite sur terrain au Malawi était aussi de se rencontrer avec Malawi Union for the Informal Sector (MUFIS) et les vendeurs de rue et au marché qui avaient été chassés par la police armée dans la soit disant l'opération 'nettoyer' qui avait commencé le 18 Avril et qui a affecté un nombre estimé de 30 000 vendeurs de rue et au marché dans tout le pays.

L'objectif de visiter le bureau de MUFIS à Blantyre le 11 Mai était d'apprendre sur l'organisation des vendeurs de rue au Malawi au moment où le gouvernement les avait déplacé et jeté dans les lieux isolés et sans aucune facilité, et de voir les moyens possibles de renforcer l'organisation au niveau du marché et de rue aussi bien que de l'organisa-tion de l'économie informelle sur le plan national.

Conférence de presse

MUFIS a profité de notre visite pour appeler la conférence de presse le 11 Mai en vue de publiquement encourager le gouvernement de Malawi à s'engager en dialogue avec MUFIS pour trouver la solution durable aux vendeurs de rue.

A la conférence de presse, nous avons dénoncé la décision unilatérale par le gouvernement et son utilisation de la force contre les vendeurs de rue. Nous avons aussi appelé au gouvernement de respecter les droits économiques de son peuple et d'utiliser les pratiques qui sont acceptables en citant l'exemple de la Zambie où le dialogue avec le gouvernement a été productif, plutôt que l'exemple de Zimbabwe à qui l'opération de "nettoyage" a laissé beaucoup de milliers de personnes sans abri et sans moyen de gagner le revenu. Nous avons exhorté le gouvernement de mettre en place les facilités dans tous les lieux où les vendeurs de rue ont été forcés de faire le commerce.

Dix organisations de média ont participé à la conférence de presse. Par conséquent, nous avons une bonne couverture de MUFIS et de l'opposition de StreetNet à l'approche du gouvernement de Malawi sur l'économie informelle.

Visites des marchés

Le 9 Mai nous avons visité le marché de Limbe et nous avons vu les vendeurs au nouveau marché “aux puces” qui avait été attribué aux vendeurs de rue qui avaient été chassés de leurs emplacements à Blantyre.

Contrairement aux promesses du ministre de l’administration locale, l’emplacement n’était pas prêt pour un grand nombre des vendeurs qui avaient été expulsés et n’avaient pas de facilités du tout. Les membres de MUFIS essayaient de travailler ensemble avec les autres commerçants sur l’allocation des emplacements sur l’espace limité disponible.

A Manase, le même jour nous avons rencontré la branche de MUFIS de toutes les femmes qui était bien organisée. Le marché du village de Manase semblait manquer de structure où tous les vendeurs et organisations peuvent venir ensemble et partager les décisions.

Le 10 Mai, nous sommes allés visiter le marché de Thyolo dans la partie sud de Malawi près des propriétés du thé du Mont Mulanje. Ici les vendeurs ne sont pas encore réinstallés ailleurs. Le même jour, nous avons rencontré les membres de MUFIS à Bvumbwe où le nouveau marché a été construit avec quelque, facilités.

Les vendeurs qui avaient des emplacements de commerce sur la route principale ont reçu notification de quitter.

Le comité continuait à négocier avec les autorités de retarder le déplacement puisqu’il n’y avait pas assez d’espace dans le nouveau marché. Nous les avons encouragé à s’enrôler avec MUFIS et à approcher les autorités pour une réunion et d’éviter une action unilatérale avec le gouvernement.

Le jour suivant, nous sommes allés à Lunzu où nous avons rencontré les vendeurs qui avaient été chassés de leurs emplacements sur la route principale et réinstallés à un marché nouvellement construit posé derrière avec moins de circulation.

Les vendeurs essaient de négocier leur enlèvement

Suite à la crise des renvois, le manque de capacité pour engager les autorités locales sur les questions affectant le secteur est problématique.

Nous avons encouragé MUFIS de renforcer la capacité des dirigeants des marchés à engager les autorités locales dans des négociations et de prendre l’avantage au programme de formation de l’économie informelle d’IFWEA.

Bangladesh: Atelier sur la Politique Nationale des Vendeurs de rue

Par Repon Chowdury

Le Bangladesh Self Employed Union (SEU) (Syndicat des Vendeurs Indépendants) a organisé un atelier le 24 et 25 Mars 2006 pour formuler des recommandations et un plan d'action pour le développement d'une politique nationale des vendeurs de rue.

L'atelier était assisté par 40 participants venant de 10 organisations de colporteurs et six centrales syndicales nationales. Quatre membres venant de l'Alliance Nationale des Vendeurs de rue de l'Inde (NASVI) tout comme les représentants venant de quatre agences gouvernementaux et municipaux étaient invités par SEU à participer à l'atelier.

Politique Nationale

Pendant les présentations et les exercices en groupes, les participants ont identifié le besoin urgent pour les problèmes suivants affectant les vendeurs de rue d'être abordés dans la politique nationale:

- Reconnaissance de la vente sur la rue comme une occupation;
- Identification de l'organisme de l'Etat responsable pour les problèmes des vendeurs de rue et au marché et des colporteurs;
- Inscription des vendeurs et colporteurs;
- Reconnaissance des droits de syndicat;
- Prévention de paiement illégal aux policiers et aux gangsters;
- La protection sociale et bien-être des vendeurs de rue;
- Extension du soutien financier à intérêt réduit par le gouvernement;
- Protection spéciale aux femmes vendeuses travaillant sur les rues;
- Elimination des colporteurs enfants et réhabilitation sociale.

Les participants ont invité le gouvernement à former un détachement spécial national pour rédiger immédiatement une version de la loi nationale du vendeur avec la représentation nécessaire venant des syndicats des vendeurs de rue à Bangladesh. L'atelier a demandé que le gouvernement mette fin immédiatement à l'expulsion des vendeurs de rue des routes et marchés principaux, tracasseries et soudoiement municipal et corruption.

L'atelier a recommandé que les participants puissent:

- consolider l'unité entre les syndicats des vendeurs de rue pour atteindre les buts communs et le grand esprit de bien-être parmi ceux qui travaillent dans le secteur;
- développer l'intégrité avec le mouvement de syndicat pour promouvoir les droits des travailleurs et la protection sociale, position et force;
- développer les réseaux et collaboration parmi les organisations des vendeurs de rue dans lesquels la Sécurité du Travail de Bangladesh, Health and Environment Foundation (OSHE) (Santé et Fondation Environnementale) peuvent jouer le rôle de catalyseur.

Plan d'Action

- Arranger les réunions au niveau organisationnel pour informer les membres à propos des discussions et des résultats de l'atelier;
- Inclure la demande pour une politique nationale sur la liste de demande de chaque organisation;
- Ecrire une lettre de pétition au Premier Ministre, au leader de l'opposition et les législateurs pour soutenir le besoin urgent pour une politique nationale vis-à-vis aux vendeurs de rue et à un appel pour un Détachement Spécial National;
- Développer la campagne nécessaire et matières d'éducation pour les leaders et membres des organisations des colporteurs sur les questions politiques;
- Conduire une enquête détaillée avec ligne de base sur les vendeurs de rue au Bangladesh, d'ici Décembre 2006;
- Organiser un cours en leadership au niveau national pour les organisations des vendeurs de rue pour développer un dialogue efficace et habiletés en négociations;
- Organiser les réunions de suivi pour revoir le progrès de la campagne de la politique nationale entre Mai et Décembre 2006;
- Développer une version préliminaire de la politique (cherchant l'assistance d'un expert en développement de politique) et organiser un atelier pour mettre au point le brouillon pour la prochaine soumission au gouvernement/détachement spécial national (Janvier 2007 jusqu'au Juin 2007);
- La défense et le lobbying dans la société pour une politique nationale basée sur le document rédigé par les organisations.

Ceci était la première fois que les différentes organisations des vendeurs de rue se sont rassemblées pour discuter les questions de la politique nationale qui les affectent. Les organisations des vendeurs de rue présentes incluaient la Fédération des Colporteurs de Bangladesh; les Dhaka Zilla Mohila Hawkers Kallyan Kendro; les Bangladesh Sinnamul Hawkers' Somity (BSHS); les Sangbadparta Sinnamul Hawkers' Somity et Bangladesh Sinnamul Hawkers' League(BSHL).

L'atelier sur la politique nationale était financé par StreetNet. OSHE et le Congrès des Syndicats Libres de Bangladesh (Bangladesh Free Trade Union Congress) ont assisté SEU en organisant l'atelier.

SEWA adhère à CISL

SEWA a été admis comme membre de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), joignant 236 Fédérations Syndicales Nationales et 1,55 milliards de travailleurs venant de 159 pays.

Ceci a été un long processus à ce point. Quand SEWA a commencé pour la première fois en 1972, depuis elle faisait partie de Textile Labour Association (TLA), un grand syndicat, elle devient automatiquement une partie du mouvement international de travail, un membre de FITTHC (Fédération internationale des Travailleurs du Textile, de l'Habillement et du Cuir) et affilié avec CISL à travers l'Organisation Nationale du Travail (National Labour Organisation).

Cependant, comme SEWA grandissait en dimensions, les conflits avec TLA s'agrandissaient, et en 1982 SEWA a été demandée de quitter TLA. Avec cette action SEWA a été détachée des mouvements nationaux et internationaux du travail et était soudainement restée par elle-même. SEWA continuait à grandir comme les travailleurs étaient attirés en plus grand nombre et comme ses méthodes d'organiser les travailleurs de l'économie informelle deviennent plus pertinentes.

Dans les années 1980, il y eût peu d'efforts dans le mouvement international du travail d'organiser l'économie informelle. C'était crû que les travailleurs de l'économie informelle n'étaient pas réellement des travailleurs puis qu'il n'y avait pas de relation employeur-employé qui pourrait être établie.

Malgré ces problèmes beaucoup de syndicats croient encore dans le travail de SEWA et continuent l'association avec nous. SEWA est affiliée à UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes) et FITTHC.

Il y avait une longue et fructueuse relation avec ces deux fédérations syndicales globales qui étaient au premier rang dans les efforts de la SEWA de passer à la Convention des Travailleurs à domicile dans l'OIT en 1996 et la résolution sur l'économie informelle dans l'OIT en 2002. SEWA a aussi rejoint l'ICEM (Fédération internationale des Syndicats de Travailleurs de la Chimie, de l'Energie, des Mines et des Industries diverses).

SEWA était invitée au congrès de la CISL et était capable de parler sur les travailleurs de l'économie informelle là bas.

En 2005, SEWA a écrit à la CISL pour demander l'adhésion.

La mission pour considérer la demande

La demande de SEWA n'a pas été considérée favorablement par les affiliés indiens existants, ainsi une Mission de la CISL dirigée par le secrétaire général Guy Ryder a visité SEWA en Avril cette année.

La mission a rencontré le comité exécutif de SEWA et a eu une longue discussion de deux jours avec eux. La mission a soulevé et discuté les objections sur SEWA qu'ils avaient reçues.

Les objections considérées

La première objection: "SEWA est un syndicat de petits employeurs".

Nous avons expliqué que nos membres n'emploient pas les autres. Ils travaillent ou bien pour entrepreneurs ou bien directement ou indirectement pour les employeurs; où ils sont les travailleurs pour leur propre compte, comme les vendeurs de rue ou les fermiers marginaux.

Paluben, un vendeur de rue a dit, “ je peux être un travailleur pour moi-même, mais je sue dûrement plus que n’importe quel travailleur de l’usine et mon travail reste dans l’insécurité et mon revenu très petit”.

La deuxième objection: “SEWA ne fait pas de convention collective”.

Les membres du comité exécutif de SEWA ont fait une liste de 102 accords de la convention collective qu’ils avaient pris en charge avec les fabricants de bidi, les fabricants d’encens, les usines préparant du tabac, les corporations municipales, corporations forestières et beaucoup d’autres.

Comme Bhanuben, un ouvrier agricole a dit, “si nous ne nous unissons pas et marchandons pour de bons salaires les employeurs et les entrepreneurs nous traitent comme de la saleté”.

La troisième objection: “SEWA a seulement organisé dans un seul état de l’Inde et n’était pas vraiment national”.

En réponse, les membres du comité exécutif de SEWA venant de Madhya Pradesh et Uttar Pradesh ont parlé sur leurs activités étendues et leur adhésion.

La Mission a demandé concernant les finances de SEWA, étions-nous vraiment durables?

Nous leur avons montré que plus de 55% de nos dépenses totales étaient couvertes par les frais d’adhésion. Subventions et dons comptent pour les autres 45% qui étaient principalement utilisées pour l’éducation et les publications.

La Mission voulait savoir pourquoi SEWA organisait seulement les femmes et le comité exécutif a expliqué que dans le contexte indien quand les hommes et les femmes ont organisé les homes prennent la relève et les femmes ne pourraient pas parler. “Dans nos familles nous ne pouvons pas parler en face des homes âgés, et s’ils viennent dans nos syndicats nous ne pouvons plus diriger le syndicat”.

Nous remercions la Mission et tous nos amis qui nous ont soutenu et espérons continuer à travailler étroitement avec la CISL pour promouvoir l’organisation des travailleurs de l’économie informelle. (Source: Rapport de la *SEWA bulletin 8*)

KENASVIT officiellement lancé au Kenya

Par Peter Odhiambo

KENASVIT (l’Alliance Nationale des Vendeurs de rue et des marchands informels du Kenya) était officiellement lancé le 18 Avril 2006 à un événement au Safari Club Hotel (Lillian Tower) à Nairobi. Le lancement a suivi après l’enregistrement de KENASVIT avec le bureau du Procureur Général en Février cette année.

En 2004 un Comité directeur provisoire avait pour tâche de préparer la formation de l’alliance nationale et un processus consultatif dans les centres urbains principaux pour rédiger une version préliminaire de la constitution.

La constitution était adoptée en Mars 2005 et les membres du bureau directeur au niveau national de KENASVIT étaient élus à une réunion à Mombassa par les alliances urbaines fondatrices.

Le lancement officiel a amené ensemble environ 90 participants venant des vendeurs de rue et organisations des marchands ambulants et, les autorités locales et les représentants du gouvernement central.

Présentes étaient aussi les organisations et structures qui ont travaillé avec soutien et coopération côte à côte avec les vendeurs de rue et les alliances urbaines: l'Institut pour les Études du Développement; l'Université de Nairobi; représentants d'Unitarian Universalist Service Committee (Comité de Service Unitaire Universaliste); Kenya Land Alliance (Alliance de Terre du Kenya); COTU (Organisation Centrale de Syndicats) et Kenyan Human Rights Commission (Commission de Droit de l'Homme du Kenya).

Le lancement de KENASVIT était officiellement ouvert par le Directeur des Petites Entreprises de la part du Ministre Adjoint pour les Travaux et Ressources Humaines.

Les partenaires de développement de KENASVIT venant du Comité de Service Unitaire Universaliste ont fourni un cours de formation professionnelle pour les membres du comité exécutif national sur la résolution du conflit et capacités en négociation le jour avant le lancement.

Le jour suivant le lancement ils avaient l'occasion de visiter les alliances de Nairobi, Kisumu, et Migori.

Le lancement officiel de KENASVIT a annoncé à la nation entière du Kenya qu'il y a un organe de vendeurs de rues et commerçants informels qu'ils peuvent travailler avec sur les problèmes qui se rapportent au secteur. L'événement du lancement était couronné de succès et a permis aux divers détenteurs d'intérêt impliqués dans le développement du secteur d'échanger les idées et de se connaître mutuellement.

Alliance membres

Jusqu'ici, KENASVIT a amené au Comité sept alliances urbaines à savoir, Mombassa, Machakos, Nairobi, Nakuru, Eldoret, Kisumu et Migori, représentant 3 000 membres tirés de 140 les associations, locaux membres des alliances urbaines.

KENASVIT est maintenant dans une position de forger un réseau avec d'autres détenteurs d'intérêt pour réaliser sa vision dans le secteur.

KENASVIT a l'intention de recruter les membres dans les zones urbaines principales pour bâtir une forte force afin de défendre les vendeurs de rue et commerçants informels au Kenya. KENASVIT est très reconnaissant au StreetNet International et à l'Institut pour les Études du Développement pour l'assistance qui a amené l'alliance nationale là où elle est aujourd'hui.

Les vendeurs de rue du Corée se réunissent pour le 19^e rassemblement annuel

Par Shin Hee-chul

KOSC (Confédération Coréenne des Vendeurs de rue) a organisé le 19^e Congrès et Rassemblement National des Vendeurs de rue le 8 Juin 2006 à Séoul, Corée du Sud. Elvis Chishala, secrétaire de StreetNet International venant de l'Alliance des Associations Zambienne de l'Economie Informelle (AZIEA) a assisté au rassemblement à l'invitation de KOSC.

Environ 12.000 vendeurs de rue ont pris part à l'événement. Les vendeurs de rue sont en train de se préparer eux-même maintenant contre une rafle et expulsion de rue qui supposent avoir lieu dans tout le pays et une version révue mais pire de la loi en rapport avec les expulsions.

Les élections locales du 31 Mai ont donné une raz-de-marée victoire au parti politique le plus conservatif, Le Grand National Party.

Par la suite, le gouvernement Coréen et la plupart des municipalités ont commencé d'appliquer une politique répressive sur les vendeurs de rue sous la grande cape de "embellissement de rue", "restauration de rue", et "développer et remodeler les districts".

Le nouveau maire de Séoul

Le maire nouvellement élu de la cité métropolitaine de Séoul, Mr. Oh Se-hoon, a aussi menacé d'expulser 894 vendeurs de rue au Stade Dongdaemoon à Séoul qui sont en train de faire le commerce dans le stade depuis tôt 2004 suivant la lutte contre la restauration de Cheonggye-Chon.

Les orateurs et les leaders politiques au rassemblement demandaient que le gouvernement Coréen et municipalités reconnaissent et protègent les vendeurs de rue et abandonnent la loi sans progrès et oppressive qui est préparée contre le pauvre citoyen de la Corée. Le secrétaire de StreetNet International, Elvis Chishala, les présidents de la Solidarité Populaire du Corée, la Ligue pour les Paysants, le Parti des Travailleurs Démocrates du Séoul, du Parti Socialiste et le vice-président de la Confédération Coréenne des Syndicats étaient parmi les orateurs principaux.

La marche vers le centre ville

Pendant la marche vers le centre de la cité de Séoul, quelques leaders de KOSC ont organisé un dialogue avec les représentants nouvellement élus de l'administration locale de Séoul, autres leaders et officiers du gouvernement national Coréen responsable pour revoir le projet de loi d'expulsion.

Les représentants se sont excusés auprès de nous de ne pas considérer les droits de l'homme de gagner sa vie comme vendeurs de rue pendant et après les élections locales et ont promis de ne pas expulser les vendeurs de rue sans avoir d'autres mesures en place. Cependant, sur la nouvelle loi d'expulsion ils ont dit qu'ils ne peuvent pas faire de telles promesses comme ça va être considéré par le Parlement en Novembre 2006.

Le KOSC a déclaré qu'il va organiser davantage de rassemblements contre l'expulsion attendue des vendeurs de rue et de la loi révisée.

Jour des martyrs des vendeurs nationaux: Appels de NASVI pour l'application de la loi **Par Arbind Singh**

Aujourd'hui c'est un fait alarmant, les pauvres de la cité sont en train de prendre leurs vies en désespoir à leur situation économique. Le gouvernement Indien avait créé la Jawaharlal Nehru National Urban Renewal Mission pour rendre nos cités "économiquement productives, efficaces, équitables et responsables", mais du point de vue du pauvre - du vendeur de rue les cités sont en train de créer la privation économique et deviennent plus inéquitables.

Le gouvernement de l'Inde avait adopté la loi nationale pour les vendeurs de rue en 2004, qui avait été endossée par le gouvernement de UPA en 2005. La loi nationale sur les vendeurs de rue est les moyens par lesquels le gagne pain de 10 millions de vendeurs de rue doit être protégé et mis en valeur.

Malheureusement, il n'y a pas eu d'application de la loi nationale sur les vendeurs de rue. A la place, les pauvres urbains rencontrent des expériences plus désespérées que jamais rencontrées avant. Ainsi, leur situation critique est tellement difficile qu'ils ont commencé à prendre leurs propres vies.

Gopal Krishna Kashyap, dirigeant d'un groupe qui vend des parathas à Patiala est mort en Janvier 2006 en flammes, avec plus de 200 personnes et la camera de la télévision les regardait. Il avait été déplacé pour "rendre beau" la cité pendant les jeux Indo Pak en 2004. Lui et son groupe avaient été promis des emplacements alternatives qu'ils n'ont jamais eus. Abdul Rafeeq Khan s'est brulé à mort dans les locaux de la Municipalité de Lucknow en Mai 2005, après beaucoup de vendeurs de rue ont été déplacés pour donner place à un entrepreneur. Pappu Rathore s'est brulé à mort sur les rues de Gwalior en Janvier 2006, une année après qu'il aî été enlevé et ne pouvait pas trouver un autre emploi alternatif. La situation devient pire, avec plusieurs ordres des tribunaux qui ordonnent le "nettoyage" de toutes les rues. Pour cette raison, NASVI a appelé pour le 11 mai 2006 d'être commémoré comme la Journée Nationale des Vendeurs Martyrs et a appelé à l'Administration Centrale de donner une dent à la Loi Nationale par la promulgation d'une loi convenable, en consultation avec des organisations authentiques et représentatives des vendeurs de rue.

En réponse à nos demandes, l'Administration Centrale a organisé le séminaire national le 12 Juillet. Le séminaire a discuté les méthodes de donner plus de dent à la loi nationale et aussi la question de la législation.

Uruguay: Les vendeurs de rue tiennent une consultation sur la sécurité sociale

Lucia Melnikov d'AFFE (Association des vendeurs de foires spéciales) rapporte que les vendeurs de rue en Uruguay ont été impliqués dans la consultation sur l'extension des bénéfices de la sécurité sociale aux vendeurs de rue et des impôts. Les discussions internes ont eu lieu sur la question de la contribution des taxes à travers les antités entre secteurs de vendeurs de rue d'Uruguay (PIVCU). Melnikov dit que AFFE a été visité par les représentants des travailleurs de la Banque de prévoyance sociale.

L'AFFE a proposé la consultation avec les membres de PIVCU de prendre une journée de partage d'information et débat et travailleur vers une formule qui résoudra le problème de sécurité sociale.

Les syndicats de commerce de l'économie informelle dans les autres pays de l'Amérique latine ont été demandés d'envoyer les rapports sur leurs expériences de taxation des travailleurs de l'économie informelle et des travailleurs indépendants et l'inclusion de leurs gouvernements dans le système de sécurité sociale. "Nous avons résolu que sur la question de la sécurité sociale, nous travaillons vers un développement d'une proposition de l'inclusion dans un système où les droits et les obligations des travailleurs indépendants sont compris dans la législation, a écrit Melnikov. "Comme nous sommes les gestionnaires de notre travail nous demandons et offrons des solutions à des agences différentes de l'Etat". (Source: e-mail, correspondance d'AFFE 15 Octobre, 2005).

Guinée: Vendeurs au marché déplacés par la construction de la route

Au marché de Madina, secteur d'Avaria à Conakry, Guinée, qui regroupe ensemble un grand nombres des femmes vendeuses de rue et au marché, les vendeurs ont été déplacés par l'autorité locale qui constuit une route secondaire liant l'autoroute au Niger.

La CNTG, affiliée de StreetNet en Guinée rapporte que le 10 Mars, le comité national de StreetNet CNTG a embarqué sur la lutte des femmes du maché d'Avaria contre l'administration et le harcèlement de la police.

Comme résultat de l'intervention, les négociations fructueuses avec le bureau du gouverneur de Conakry sont en cours en vue de trouver une solution durable. (Source: Correspondence par e-mail venant de SYNCOTEG; rapport de Madeleine Tonkara CNTG).